



L'INFO FD

le bulletin d'information de la Fédération de Seine-et-Marne du Parti Communiste Français

pcf77@free.fr - 77.pcf.fr - PCF Seine-et-Marne - 01.64.79.75.10 - 264 rue de la Justice BP 10118 77004 Melun cedex

19
Avril
2019

SPECIAL ELECTIONS EUROPEENNES

Notre programme pour l'Europe EN FINIR AVEC LA CONSTRUCTION LIBÉRALE



Le PCF a toujours combattu et combat toujours « le modèle européen », la construction capitaliste de l'UE, incarnés par les traités en vigueur ! Ce « modèle » a pour tare fondamentale de soumettre la construction européenne et les relations entre les peuples d'Europe au marché et à la concurrence, quitte à bafouer la souveraineté des peuples.

AGENDA

Judi 25 Avril à 19h à la Fédération

- Débat autour des enjeux climat/énergie

Mardi 30 Avril à partir de 9h à 13h

- Réception du muguet à la Fédération

Mercredi 1er Mai dans tout le département et après midi Manifestation à Paris

- Vente du muguet

Judi 16 Mai à 19h à Paris 11^{ème}

- Meeting régional au gymnase de Japy

Vendredi 17 et samedi 18 Mai au Château du Bréau

- Festival pour un autre monde

Dimanche 26 Mai

- Elections Européennes

Dix ans après l'éclatement de la crise du capitalisme à laquelle les classes dirigeantes européennes n'ont répondu que par le renforcement des politiques libérales, l'emploi est en miettes dans l'UE. L'UE concentre 10 millions de pauvres en plus depuis 10 ans. Dans le même temps 176 milliards de dollars de dividendes ont été distribués en Europe au 2e trimestre 2018,

ce qui représente une hausse de 19% par rapport à 2017. La Banque centrale européenne a versé 3000 milliards d'euros aux banques et aux marchés financiers sans aucune contrepartie depuis 2010. L'évasion et l'optimisation fiscale représentent 1000 milliards d'euros chaque année. Elles coûtent 2000 euros par an et par français.

Nous ne nous reconnaissons pas dans le chantage imposé aux peuples : soit la poursuite du corset austéritaire, soit l'éclatement du continent dans des ensembles rivaux et concurrents. Face à la montée de l'extrême droite et des courants xénophobes et autoritaires il y a urgence ! Pour ouvrir des brèches dans la construction libérale de l'UE et faire émerger une autre vision de la coopération entre les peuples et les nations d'Europe, nous défendons des mesures contraires à la logique libérale des traités européens.



Comité départemental de soutien à la liste conduite par Ian Brossat

Maud Tallet, maire de Champs-sur-marne est la présidente du comité départemental. Elle vous invite à soutenir la campagne et à appeler au vote pour la liste de Ian Brossat. Nous avons besoin de tout le monde et de toutes les énergies pour mener une campagne authentique et ambitieuse à l'image de notre liste. Chaque type d'engagement à toutes les échelles a son importance. Le 26 mai, chaque voix comptera. Il est important de faire connaître Ian Brossat et nos candidat.e.s, l'originalité de la liste composée à 50% d'ouvrier.e.s et d'employé.e.s, la démarche de rassemblement, avec entre autre République et Socialisme et le contenu des propositions. On compte sur vous. Rejoignez la dynamique, soit en remplissant le formulaire ci-dessous, soit en utilisant le formulaire sur le site <http://seine-et-marne.pcf.fr/>



J'appelle à voter pour la liste conduite par Ian Brossat et soutenue par le PCF aux élections européennes du 26 mai 2019.

NOM : _____ Prénom : _____ F H

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Tel Fixe : _____ Mobile : _____

Mail : _____

Qualité : _____ Signature :

J'accepte de voir mon nom publier sur la liste des soutiens : oui non

Les premiers appels :

Camille BALANA, syndicaliste; Mamoudou BASSOUM, gilet jaune, champion d'Europe de Taekwondo; Vincent BENOIST, conseiller municipal Dammarie-les-Lys; Catherine BESNAINOU ; Charlotte BLANDIOT FARIDE, maire de Mitry-Mory; Michel BOUGLOUAN, maire-adjoint Champs-sur-Marne, vice-président de la CA Paris-la vallée de la Marne; Ludovic BRETOMEL, syndicaliste; Evelyne BRUN ; Jean-Louis CAILLOUX ; Aude CANALE, conseillère municipale Coulommiers, enseignante; Martina CHAVEZ ; Françoise FAURE ; Sylvie FUCHS, conseillère régionale, secrétaire départementale PCF77; Jean-Marc FUCHS ; Francis GABOULEAUT ; Michel GALET ; Benjamin GIRARD ; Françoise GLEYSE, conseillère municipale Roissy-en-Brie; Daniel GUILLAUME, maire-adjoint Champs-sur-Marne ; Jean-Claude GUILLOU, conseiller municipal Torcy; Mireille GUILLOU ; Michèle HURTADO, maire-adjointe Champs-sur-Marne; Maryse JACQUET ; Alain JANVIER, Commission CN entreprise; Karine JARRY, conseillère municipale déléguée Nangis; Pierre JEANJEAN ; Pascal JOLY ; Sabrina LOUMI, Association Palestinienne; Marianne MARGATE, conseillère départementale; Elsa MARTIN, maire-adjointe Pontault-Combault; Anne-Marie MATOS ; Gilbert MURINSON ; Maurice OUVRARD ; Monique OUVRARD ; Sylvain PICHARD, syndicaliste; Loic PORA, aéronautique; Alain POUCHOL, ancien dirigeant syndical; Jean-Claude PRADEAU ; Olivier RADET ; Jean-Claude RAOUX, retraité RATP; Guy ROUDIEN ; Daniel SCHEH ; Bernard SEUL ; Michel STURARO ; Maud TALLET, maire de Champs-sur-Marne, présidente du comité départemental des soutiens de la liste; Antoni ZYMNI

LE PROGRAMME EN QUELQUES POINTS

Le social au coeur des coopérations entre les peuples

- Harmonisation sociale par le haut en instaurant la clause de la nation la plus favorisée. Clause de non-régression sociale. Mise en place d'un système européen de salaire minimum permettant à tous de vivre dignement de son travail.
- Fixation au niveau européen d'une date butoir pour la réalisation effective de l'égalité salariale femmes-hommes.
- Interdiction des délocalisations dès lors qu'un site est bénéficiaire, et interdiction des délocalisations intracommunautaires.
- Mettre en place un système garantissant une égalité complète entre détachés et locaux et mener dans la durée une bataille pour l'abolition du statut actuel des travailleurs détachés.
- Le gouvernement français doit prendre des mesures pour protéger les emplois et les secteurs économiques menacés par le Brexit.

Une approche sociale de la transition écologique

- Élaboration au niveau européen d'une stratégie de développement et d'une stratégie industrielle écologiquement soutenable (exemple : action en faveur d'un vaste programme pluriannuel de ferroutage). Clause de distance pour les marchés publics
- Instauration d'un service public de la rénovation énergétique en territorialisant les objectifs, pays par pays, région par région et mise en place de financements pour les collectivités territoriales pour les aider à réaliser ces objectifs.
- Réforme de la politique agricole commune en concertation avec les organisations agricoles alliant l'impératif d'un travail rémunérateur et celui d'une agriculture paysanne libérée de la pression du rendement à tout prix et du recours aux pesticides.

Pour une Europe de la Paix et de la coopération

- Séparation totale de l'Union européenne d'avec l'OTAN.
- Ouverture de négociations pour un traité paneuropéen de sécurité collective et de coopération couvrant tous les pays du continent à la suite d'une conférence paneuropéenne (conférence « Helsinki 2 ») sous l'égide des Nations-Unies et dans le respect des principes de la Charte de l'ONU.
- La connaissance de la culture de l'autre est un facteur essentiel de rapprochement des peuples. Le système des bourses "Erasmus" est à développer pour que tous les jeunes puissent en bénéficier.
- Accueillir dignement les migrants dans le respect des conventions internationales et accueillir inconditionnel des mineurs, notamment les mineurs isolés.
- Revenir sur les accords de libre-échange existants et interrompre les négociations en cours. Création d'outils de défense commerciale contre le dumping social et environnemental.

Reprendre le contrôle des moyens financiers

- Retrait des dépenses d'intérêt général du calcul de la dette et du déficit (mesures liées à l'emploi, aux salaires, aux retraites, à la lutte contre la pauvreté et le dérèglement climatique) et mener dans la durée une bataille pour remettre en cause le pacte budgétaire et le pacte de stabilité et de croissance jusqu'à leur abolition.
- Mener la bataille pour la redirection des missions de la BCE vers des projets de développement des services publics et de redéfinition d'un modèle de développement industriel et écologique.
- Mener dans la durée la bataille pour la refonte des statuts de la BCE afin de la placer sous contrôle démocratique.
- Lutte effective contre l'évasion fiscale par la mise en place de la territorialisation de l'impôt et le prélèvement à la source pour les entreprises. Les résultats des entreprises doivent être publiés par pays.
- Lutte contre les paradis fiscaux internes à l'Union européenne en remettant en cause la compétition fiscale entre Etats et en harmonisant par le haut les impôts sur les sociétés.

La démocratie d'abord : Pour une Europe à géométrie choisie

- Renforcement l'implication des citoyens dans les décisions européennes sur le modèle de la campagne du « non de gauche » contre le TCE en 2005. Dans le prolongement de ces grands débats citoyens, implication des assemblées élues, au premier lieu le Parlement national, dans le processus d'élaboration des décisions européennes pour déterminer vis-à-vis des institutions européennes quelles sont à la fois les priorités et les "lignes rouges" de la nation sur les grands choix à faire sur le plan européen.
- Notre vision européenne est celle d'une "Union de nations et de peuples souverains et associés": UNION, à l'opposé du "chacun pour soi" ; NATIONS, car elles sont une réalité à respecter dans leur diversité ; PEUPLES, qui doivent être le cœur d'une construction européenne digne de ce nom ; SOUVERAINS et ASSOCIÉS : l'association est une exigence essentielle à l'heure des interdépendances, mais le choix souverain des domaines dans lesquels un peuple souhaite s'associer à d'autres est la condition incontournable de sa réussite dans la durée. Aucun peuple ne peut être entraîné dans un engrenage remettant en cause ses choix fondamentaux et son modèle de société.

Developper et financer les services publics

- Moratoire sur de nouvelles libéralisations et évaluation des libéralisations déjà décidées.
- Création d'un fonds européen pour le développement des services publics, de développement social et écologique financé par la BCE.
- Extraire les services publics du droit européen de la concurrence

Notre-Dame et les misérables

«Concernant l'incendie de Notre-Dame, comme tous les Français, j'y suis profondément attaché. C'est un fil qui nous rattache à notre propre histoire», a-t-il observé. «Il est normal que les chrétiens aient été les premiers émus, même si ce monument appartient à tous les Français et même à l'humanité tout entière.... J'aimerais que l'on soit aussi mobilisé pour les vivants que pour les pierres.» 9 millions de pauvres, un enfant sur 5 est pauvre. Pour autant, il poursuit: «Quand on voit qu'aujourd'hui on atteint le milliard d'euros de dons, alors que, dans le même temps, le budget de protection du patrimoine en France est trois fois moindre, cela pose un certain nombre de questions.»

Ian BROSSAT

SOUSCRIPTION

soutenez financièrement la campagne en versant à la souscription.

Je verse la somme de :€ à l'ordre de l'ADF PCF 77
(Association Départemental de Financement du Parti Communiste Français)

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Mail :

Je Verse

J'accepte de voir mon nom sur la liste des souscripteurs OUI NON

Les versements effectués par chèque bancaire sont à retourner à l'adresse ci-dessous et donnent droit à une déduction fiscale de 66% du montant de la valeur du don. Un reçu fiscal vous sera adressé pour votre déclaration d'impôts

A retourner à : PCF77 - 264 rue de la justice - BP 10118 - 77004 Melun Cedex

APPEL A VOTER - PETITIONS



Je soutiens la liste de rassemblement conduite par Ian Brossat "pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent."

En Seine et Marne, nous vivons au quotidien les désastreuses conséquences d'une politique européenne destructrice de nos emplois, services publics, moyens de vivre. En Seine et Marne de nombreuses actions se développent, pour l'avenir de notre industrie, services publics, hôpitaux, l'avenir de nos Champs, transports, présence postale, Arjowiggins Jouy sur Morin, CDG Express à Mitry Mory, Cooper Melun, énergie 77, ligne P du francilien

Le 26 mai votez pour vous, votez pour : en finir avec l'austérité et le dumping social : les délocalisations, la mise en concurrence des salariés, pour harmoniser par le haut les salaires, les pensions, en commençant par un smic européen, dire non aux directives de libéralisation, ou au développement des services publics. Pour créer un fonds européen de développement des services publics. Pour en finir avec le dumping fiscal : stopper l'évasion fiscale en France et en Europe, mettre en place le prélèvement à la source des bénéfices des multi nationales, transformer la banque centrale européenne car l'argent doit servir à l'emploi, aux services publics et cesser d'alimenter les dividendes des actionnaires.

Le 26 mai j'appelle à voter pour la liste de rassemblement conduite par Ian Brossat, et soutenue par le PCF. Pour l'Europe des gens, pour vous avec vous, soutenez et votez pour une Europe solidaire, démocratique, sociale et de paix. Pour que ça change, il nous faut reprendre le pouvoir.

Le 26 mai, lors des élections européennes, ça sera le moment de le faire.

NOM	PRENOM	TEL	EMAIL	SIGNATURE

A retourner à : Fédération de Seine et Marne, 264 rue de la Justice-Vaux le Petit Bois-Paroisse, 10118 - 77004 Melun cedex
Tel: 01.64.79.75.10 Fax: 01.64.79.75.15 pcf77@free.fr

PÉTITION

STOP à la casse de l'emploi industriel en Seine et Marne !

EXIGEONS le maintien de l'emploi et de l'ouverture des Entreprises des sites menacés.

L'ARGENT EXISTE. IL DOIT SERVIR A L'INTERET PUBLIC, et non pas à l'accumulation financière avec redistribution aux ultra-riches.

NESTLÉ : plus de 1000 emplois transférés de MARNE LA VALLEE à Isy les Moulineaux, **Corning** (Bagneux sur Loing) : annonce de 50 à 70 emplois menacés, **Villeroij & Bosch** (La Ferté Gaucher) : transfert d'activités en Allemagne → menace sur 70 emplois, **SILEC câble** (Montereau Fault Yonne) : 50 emplois menacés

Alors que le président MACRON parade dans les médias au travers du "Grand Débat", nos Entreprises ferment ou cassent l'emploi industriel.

"ARJOWIGGINS Security" (Jouy sur Morin) : Après une mobilisation de plusieurs années contre l'arrêt d'activité de leur Entreprise, les 204 salariés de l'Entreprise apprennent, la mise en liquidation judiciaire le 8 janvier 2019, avec fermeture le 31 janvier, avec la production de papier sécurisés (billets de Banque, documents informatiques), c'est une activité stratégique qui disparaît.

Nous demandons :

- la réouverture de l'Entreprise "ARJOWIGGINS Security", à JOUY/Morin,
- une entrée du capital public dans "ARJOWIGGINS Security" pour la relance d'une filière de papier sécurisés (produits fiscaux, document informatique)
- le maintien de l'imprimerie de la Banque de France dans son statut et sa mission
- Le rétablissement des droits des salariés massacrés par les lois "macron" (comités d'entreprise, délégués du personnel, CHSCT,
- De nouveaux droits qui permettraient aux salariés mais aussi aux collectivités territoriales de faire barrage aux opérations de casse de l'emploi et de faire prévaloir des solutions alternatives respectueuses de l'emploi,
- la réhabilitation de la filière de l'industrie papetière,
- l'arrêt de la désindustrialisation de la Seine et Marne.

NOM	Prénom	Commune ou Entreprise	Adresse ou/et portable	mail n°	Signature

Pour joindre le PCF77 : 01 64 79 75 10 / pcf.fede77@free.fr

Pour le pouvoir d'achat : AUGMENTER LES SALAIRES, LES RETRAITES, LES MINIMA SOCIAUX !

POUR LE POUVOIR D'ACHAT ET LA PROTECTION SOCIALE

- Au 1^{er} janvier 2019, décider l'augmentation du SMIC de 260 euros bruts par mois, soit une augmentation d'environ 200 euros nets (1 350 euros nets), organiser la répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi les pensions, les minima sociaux et les allocations formation.
- Pour financer cette augmentation des salaires, commencer par supprimer l'ensemble des mesures fiscales en faveur des plus riches et des profits (ISF, CICE...).

POUR FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Ramener le taux de la TICPE à son niveau de 2017 et l'affecter réellement à la transition écologique.
- Taxation exceptionnelle des 10 milliards de profits annuels des compagnies pétrolières.
- Taxation du kérosène.
- Maintien des lignes ferroviaires de proximité et développement du fret ferroviaire.
- Retour à une TVA de 5,5 % sur les transports en commun.
- Mobilisation du crédit bancaire, jusqu'à la Banque centrale européenne (BCE).

NOM/PRENOM	VILLE	SIGNATURE	EMAIL

Comité de soutien à Ian Brossat

Désindustrialisation

Pétition pouvoir d'achat

A faire signer largement et à nous retourner :
PCF 264 Rue de la Justice BP 10.118 - 77004 Melun cedex